

**COMMISSION DU BASSIN DU LAC
TCHAD**



**LAKE CHAD BASIN
COMMISSION**

***PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA RESTAURATION DES FONCTIONS
ÉCOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES DU BASSIN LAC TCHAD
(PARFEBALT)***

Boite Postale 727 N'djamena - Tchad
Tél. : +235 22 52 41 45 / 22 52 40 29 Fax : +235 22 52 41 37
E-mail : cab@cblt.org ; cblt.lcbc@gmail.com ; parfebalt@cblt.org

Termes de référence

**Recrutement d'un(e) Expert En Gestion et Prévention
des conflits à la Coordination du Projet d'Assistance
Technique à la Restauration des Fonctions Écologiques
et Économiques du Bassin Lac Tchad (PARFEBALT)**

Mai 2026

1. Contexte et Justification

La **Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)** est une organisation intergouvernementale créée en 1964 par les États riverains du lac Tchad afin d'assurer la **gestion durable et équitable des eaux du bassin**, la **préservation des écosystèmes** associés et la **promotion de l'intégration régionale**. Elle constitue le cadre institutionnel de coopération entre le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine et le Tchad, avec un rôle stratégique dans la stabilité, le développement économique, la gestion des ressources naturelles et la résilience climatique du bassin du lac Tchad.

Au fil des années, la CBLT a conduit plusieurs initiatives majeures appuyées par ses partenaires techniques et financiers, notamment la Banque africaine de développement (BAD), visant à réhabiliter les écosystèmes, renforcer la résilience des communautés, améliorer la gouvernance de l'eau et promouvoir la sécurité et la stabilité régionales. Parmi ces initiatives figurent des programmes structurants tels que le PRODEBALT, le PRESIBALT ou encore le PARSEBALT, qui ont permis d'accumuler une importante expérience opérationnelle et institutionnelle.

Cependant, malgré ces efforts, le bassin du Lac Tchad continue de faire face à des défis majeurs tels que la dégradation écologique et réduction de la superficie du lac ; la variabilité climatique croissante ; la pression démographique et anthropique accrue ; la faiblesse des données hydrométéorologiques pour la prise de décision ; l'Insécurité persistante et la Fragilité institutionnelle et socio-économique dans la région.

Afin de répondre à ces défis et dans la continuité des orientations stratégiques régionales, la CBLT a adopté en 2022 le Programme d'Action Stratégique (PAS) du Bassin du Lac Tchad pour la période 2023-2035. Dans ce cadre, la BAD accompagne les États membres à travers le Projet d'Assistance Technique à la Restauration des Fonctions Écologiques et Économiques du Bassin du Lac Tchad (PARFEBALT).

Ce projet vise à :

- Renforcer les connaissances hydrologiques, hydrogéologiques et écologiques du bassin,
- Préparer et structurer un programme d'investissement régional majeur,
- Améliorer la gouvernance de l'eau, sensible au genre et aux conflits,
- Appuyer la mobilisation des ressources financières internationales,
- Renforcer les capacités institutionnelles de la CBLT,
- Contribuer à la résilience climatique et à la stabilisation de la région.

Pour assurer une mise en œuvre efficace, conforme aux normes de la BAD et aux exigences des États membres, il est indispensable de disposer d'une **Unité de Gestion du Projet (UGP)** dédiée, pluridisciplinaire et pleinement opérationnelle. L'UGP, logée au sein de **la Direction Technique** de la CBLT, aura pour mission d'assurer la planification, l'exécution, la supervision technique, la gestion fiduciaire, le suivi-évaluation du Projet.

Afin d'appuyer la Coordination du Projet dans le suivi des activités, la CBLT souhaite recruter un consultant **Expert En Gestion et Prévention des conflits** pour la mise en œuvre du PARFEBALT.

2. Mission de l'Expert En Gestion et Prévention des conflits

L'Expert En Gestion et Prévention des conflits apportera son expertise technique et sa connaissance des dynamiques de conflits particulièrement dans le bassin du lac Tchad et participera à la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation de la CBLT :

- Il contribuera à la prise en compte des conflits dans la mise en œuvre du projet ;
- Il assurera la prévention des conflits, la promotion de la paix et le renforcement de capacités de gestion des conflits au niveau local, national et régional.
- Il veillera à la prise en compte des conflits dans la formulation du projet régional de développement qui sera élaboré dans le projet de l'assistance technique.
- Il assurera de l'intégration systématique du principe « Do No Harm » dans la mise en œuvre et le suivi des projets ;
- Il contribuera à prévenir les situations de conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, notamment, autour du foncier entre agriculteurs et éleveurs, entre éleveurs et pêcheurs et sur la gestion des canaux de pêche artificiels, etc

Doté d'une solide expertise en médiation, négociation et communication stratégique, il/elle intervient dans des contextes sensibles et multiculturels afin de favoriser le dialogue, réduire les tensions et instaurer des mécanismes durables de paix sociale.

3. Profil requis

- Être titulaire d'au moins un Master ou un Doctorat en relations internationales, sciences politiques, résolution des conflits, médiation, droits de l'homme ou dans un domaine connexe ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la paix, de la prévention et de la gestion des conflits, idéalement en Afrique ;
- Avoir une expérience dans la formation et le renforcement des capacités en matière de paix et de résolution des conflits ;
- Avoir des connaissances approfondies des enjeux liés aux conflits et à la paix en Afrique, y compris l'identification des causes profondes des conflits, les dynamiques de violence, la conception de stratégies de prévention et les processus de paix ;
- Avoir une maîtrise des outils et des méthodes de prévention et de gestion des conflits (analyse et cartographie des conflits, médiation et facilitation de dialogue, négociation et gestion des crises, etc.) ;

- Avoir développé des projets axés sur la prévention des conflits, la médiation, la résolution pacifique des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix ;
- Disposer d'une expérience de facilitation de dialogue et la médiation entre les parties prenantes aux conflits ;
- Soutenir la mise en place de mécanismes de prévention et de gestion des conflits au niveau local et national.
- Avoir une expérience dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets de paix et de prévention des conflits ;
- Avoir une maîtrise des méthodologies et approches d'analyse des conflits, notamment l'Analyse contextuelle des conflits intégrée au projet [Project Conflict Analysis (PCA)]
- Disposer d'une excellente connaissance du contexte régional africain, y compris des dynamiques sociopolitiques, sécuritaires et communautaires, ainsi que des acteurs institutionnels et non étatiques ;
- Avoir des compétences spécifiques en matière de gestion des ressources naturelles en milieu sahélien
- Connaissance des cadres juridiques et politiques internationaux et régionaux relatifs à la paix et à la sécurité ;
- Avoir conçu un outil sur la paix et la résolution des conflits ;
- Avoir une maîtrise parfaite, écrite et parlée en français ou anglaise, et la maîtrise de deux langues est un atout,
- Respect des plus hauts standards d'éthiques, d'intégrité et de la transparence.

4. Durée du contrat

La durée du contrat de l'Expert En Gestion et Prévention des conflits est d'un an renouvelable sur la durée du projet avec une période d'essai de trois (3) mois. Cependant, il/elle sera évaluée chaque année et la reconduction de son contrat sera subordonnée à une évaluation des performances jugée acceptable par la Commission du Bassin du Lac Tchad.

5. Constitution de dossier

Le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes :

- a) Une lettre de motivation
- b) Un curriculum vitae détaillé, daté, signé et certifié sincère faisant ressortir la qualification, l'expérience et les aptitudes du candidat, et mentionnant au moins deux références pertinentes et les coordonnées complètes des employeurs ;
- c) Les Copies des Diplômes légalisés et les attestations de travail ;

d) Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

6. Critères d'évaluation :

Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

Critères	Sous-critères	Points
Formation académique	Être titulaire d'au moins un Master en relations internationales, sciences politiques, résolution des conflits, médiation, droits de l'homme ou dans un domaine connexe	8
Expérience générale	Avoir au moins 05 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la paix, de la prévention et de la gestion des conflits, idéalement en Afrique	7
Expérience spécifique	Avoir une expérience dans la formation et le renforcement des capacités en matière de paix et de résolution des conflits	7
	Avoir des connaissances approfondies des enjeux liés aux conflits et à la paix en Afrique, y compris les causes profondes des conflits, les dynamiques de violence et les processus de paix	8
	Avoir développé des projets axés sur la prévention des conflits, la médiation, la résolution pacifique des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix	15
	Disposer d'une expérience de facilitation de dialogue et la médiation entre les parties prenantes aux conflits	10
	Avoir une expérience dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets de paix et de prévention des conflits	10
	Avoir une maîtrise des méthodologies et approches d'analyse des conflits, notamment l'Analyse contextuelle des conflits intégrée au projet [Project Conflict Analysis (PCA)]	5
	Disposer d'une excellente connaissance du contexte régional africain, y compris des dynamiques sociopolitiques, sécuritaires et communautaires, ainsi que des acteurs institutionnels et non étatiques ;	10
	Avoir des compétences spécifiques en matière de gestion des ressources naturelles en milieu sahélien	5
	Connaissance des cadres juridiques et politiques internationaux et régionaux relatifs à la paix et à la sécurité	5
Compétences techniques	Avoir une maîtrise des outils et des méthodes de prévention et de gestion des conflits (analyse des conflits, médiation, négociation, etc.)	5
Connaissance de la zone	Connaissance du Bassin du Lac Tchad	5
Total		100

Le score minimum requis pour être présélectionné est de 75 points sur 100.

Le/la candidat(e) ayant obtenu la note totale la plus élevée et supérieure au score minimum ci-dessus sera invité(e) à négocier un contrat.

En cas de sélection définitive, les documents suivants seront exigés :

- Les originaux des diplômes déclarés et les attestations de travail ;
- Une copie du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- Un certificat médical et de suivi délivré par un médecin.

7. Lieu de travail

Le lieu de travail est N'Djamena au Tchad.

Veillez noter que la CBLT garantit l'égalité des chances pour tous, encourage la diversité au sein de son équipe et applique une politique de tolérance zéro en matière de fraude et corruption. De plus, elle n'accepte aucun paiement dans le cadre de ce processus de recrutement. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.